Preuve de réclamation (formulaire 31)

**(Article 50.1, paragraphes 65.2 (4) , 81,2 (1) , 81,3 (8) , 81,4 (8) , 102 (2) , 124 (2) , 128 (1),
et
Alinéas 51(1) (e) et 66,14(b) de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (la « Loi »))**

Tous les avis de correspondance concernant cette réclamation doivent être envoyés à l'adresse suivante :

Dans l'affaire de *La Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* («LACC») de la Compagnie de la Baie d'Hudson ULC, Compagnie de la Baie d'Hudson SRI (« Baie d'Hudson »), de HBC Canada Parent Holdings Inc., de HBC Canada Parent Holdings 2 Inc., de HBC Bay Holdings I Inc., de HBC Bay Holdings II ULC, de The Bay Holdings ULC, de HBC Centerpoint GP Inc., de HBC Holdings GP Inc., de Snospmis Limited, de 2472596 Ontario Inc. et de 2472598 Ontario Inc. (collectivement, les Demandeurs»)

_____ (nom du créancier), créancier.

Je, _____ (nom du créancier ou de son représentant), de _____ (ville et province), atteste par la présente :

1. Que je suis un créancier d'un ou de plusieurs des débiteurs susnommés (ou que je suis _____ (poste ou titre) de _____ (nom du créancier).
2. Que je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par le présent formulaire.
3. Que le débiteur applicable était, à la date du dépôt de la LACC, soit le 7 mars 2025, et est toujours, endetté envers le créancier pour le montant(s) indiqué ci-dessous, tel que précisé dans l'état de compte (ou l'affidavit ou la déclaration solennelle) joint à l'annexe « A », après déduction de toute demande reconventionnelle à laquelle le débiteur applicable a droit. (**Le relevé de compte ou la déclaration sous serment ci-joint doit être le résumé des montants admissibles en vertu de la loi sur le programme de protection des salariés (la « Loi sur le PPS ») (voir la section 3 de l'avis pour une estimation des montants admissibles en vertu de La loi sur le PPS), ou doit préciser les pièces justificatives ou autres preuves à l'appui à la demande.**)
4. Remplissez les sections A à H appropriées ci-dessous :

A. RÉCLAMATION NON GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$.
(sauf à titre de client visé par l'article 262 de la Loi)

À l'égard de cette dette, je ne détiens aucun actif du ou des débiteur(s) à titre de garantie et
(Cocher la description appropriée)

En ce qui concerne le montant de _____, je revendique un droit de priorité en vertu de l'article 136 de la loi.

En ce qui concerne le montant de \$ _____, je ne revendique pas de droit de priorité.
(Énoncez les détails sur une feuille jointe à l'appui de la revendication de priorité.)

B. RÉCLAMATION DU LOCATEUR SUITE À LA RÉSILIATION D'UN BAIL AU MONTANT DE _____ \$.

Par la présente, je fais une demande en vertu du paragraphe 65.2 (4) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après :

(Donnez tous les détails de la demande, y compris les calculs sur lesquels elle est fondée.)

C. RÉCLAMATION GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$.

En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des actifs du ou des débiteur(s) évalués à _____ \$, dont voici les détails :

(Donnez tous les détails de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur à laquelle vous l'évaluez, et joignez une copie des documents de garantie.)

D. RÉCLAMATION D'UN L'AGRICULTEUR, D'UN PÊCHEUR OU DE L'AQUACULTEUR AU MONTANT DE _____ \$.

Que je réclame par la présente, en vertu du paragraphe 81.2 (1) de la Loi, le montant impayé de _____ \$.

E. RÉCLAMATION D'UN SALARIÉ AU MONTANT DE _____ \$.

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.3(8) de la Loi au montant de _____ \$

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.4 (8) de la Loi au montant de _____ \$.

Veillez-vous reporter à la section 3 de l'avis pour obtenir une estimation des montants admissibles en vertu de la LPPS, tels qu'ils sont indiqués dans les livres et registres du débiteur concerné. Le paragraphe 81.4 (8) s'applique à une mise sous séquestre.

F. RÉCLAMATION D'UN RÉGIME DE PENSION POUR SOMMES QUI N'ONT PAS ÉTÉ VERSÉES AU MONTANT DE _____ \$.

Que je réclame par la présente un montant de _____ \$ en vertu du paragraphe 81.5 de la Loi.

Que je réclame par la présente un montant de _____ \$ en vertu du paragraphe 81.6 de la Loi.

G. RÉCLAMATION CONTRE LES ADMINISTRATEURS AU MONTANT DE _____ \$.

(À remplir lorsqu'une proposition prévoit une transaction sur les réclamations contre les administrateurs)

Par la présente, je demande l'asile au titre du paragraphe 50 (13) de la Loi, dont voici les détails :

(Donnez tous les détails de la demande, y compris les calculs sur lesquels elle est fondée.)

H. RÉCLAMATION D'UN CLIENT D'UN COURTIER EN VALEURS MOBILIÈRES FAILLI AU MONTANT DE _____ \$.

Que je fasse par la présente une réclamation à titre de client pour l'avoir net prévu à l'article 262 de la Loi, dont voici les détails :

(Donnez tous les détails de la demande, y compris les calculs sur lesquels elle est fondée.)

5. Que, à ma connaissance, je suis (ou le créancier susmentionné est) (ou n'est pas ou n'est pas) lié au débiteur au sens de l'article 4 de la Loi et que j'ai (ou ai) (ou que je n'ai pas ou n'ai pas) traité avec le débiteur avec un lien de dépendance.

6. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus du débiteur, les crédits que j'ai attribués à celui-ci et les opérations sous-évaluées selon le paragraphe 2(1) de la Loi auxquelles j'ai contribué ou été partie intéressée au cours des trois mois (ou, si le créancier et le débiteur sont des « personnes liées » au sens du paragraphe 4(2) de la Loi ou ont un lien de dépendance, au cours des douze mois) précédant immédiatement l'ouverture de la faillite, telle que définie au paragraphe 2(1) de la Loi:

(Donnez les détails des paiements, des crédits et des opérations sous-évaluées.)

DÉPÔT DE LA DEMANDE

Le présent formulaire de preuve de réclamation doit être reçu en bonne et due forme par le contrôleur et lui être remis par courrier recommandé affranchi, par livraison en mains propres, par service de messagerie ou par courriel à l'adresse suivante :

Alvarez & Marsal Canada Inc.
Attention : Josh Marks
200, rue Bay, bureau 3501, C.P. 22
Toronto, Ontario M5J 2J1
Courriel : HBCemployees@alvarezandmarsal.com

Fait à _____, ce _____ jour de _____

Signature du témoin

Signature du créancier

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur: _____

Adresse courriel _____

NOTES : Si une déclaration sous serment est jointe, elle doit avoir été faite devant une personne habilitée à recevoir des déclarations sous serment. Si une copie de ce formulaire est envoyée par voie électronique, par exemple par courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, prévus au formulaire 1.1, doivent être ajoutés à la fin du document.

MISES EN GARDE : Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128 (3) de la Loi, racheter une garantie moyennant le paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie fixée, dans une preuve de garantie, par le créancier garanti.

Le paragraphe 201 (1) de la Loi prévoit des pénalités sévères pour la présentation d'une fausse demande, d'une fausse preuve, d'une fausse déclaration ou d'un faux état de compte.